

Troublante discrétion de l'Organisation mondiale de la santé

Genève Correspondance

 Depuis le début de l'accident nucléaire au Japon, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est restée étonnamment discrète, se contentant de relayer des informations fournies par le gouvernement japonais et par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), avec laquelle elle est liée par un accord depuis 1959.

Le 14 mars, dans un document rédigé sous forme de questions-réponses sur les rayonnements ionisants et les mesures à prendre en cas d'irradiation, l'OMS ne consacrait que deux paragraphes au Japon, affirmant que " *le risque pour la santé publique est faible* ". Dans une version actualisée au jeudi 17 mars, l'agence approuve les " *actions proposées par le gouvernement du Japon* ", sans cependant se prononcer sur les risques encourus autour de Fukushima.

Mardi 15 mars, Maria Neira, la directrice du département santé publique et environnement, a reconnu que l'OMS n'avait pas d'experts sur place. Elle s'est dite prête à répondre à toute requête de Tokyo, précisant que " *cette demande devait se faire à travers l'AIEA* ". A Genève, l'OMS a actionné sa SHOC Room (centre stratégique d'opérations sanitaires) sur la catastrophe. Sur le volet nucléaire, elle reçoit essentiellement ses informations de l'AIEA.

" Chiffres minimisés "

Pour de nombreux observateurs, ces liens avec l'agence de promotion du nucléaire civil, qui de fait fonctionne comme un lobby, empêchent l'OMS d'avoir une expertise indépendante.

L'accord entre les deux organismes précise que " *chaque fois que l'une des deux parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord* ".

Dans les faits, cette collaboration s'est faite au profit de l'AIEA. Pour meilleur exemple, le dernier bilan de Tchernobyl, établi conjointement par l'OMS et par l'AIEA en septembre 2005, fait état de 50 morts, 9 décès d'enfants de cancers de la thyroïde et 4 000 cancers potentiellement mortels. Nombre de recherches indépendantes ont été ignorées. En février 2010, une étude de l'Académie des sciences de New York, rédigée par les professeurs Alexei Yablokov, Vassili et Alexei Nesterenko estime à 985 000 le nombre de morts liés à la catastrophe.

Un ancien du département environnement de l'OMS confie qu' " *à l'OMS, certains sont mal à l'aise avec les chiffres minimisés sur Tchernobyl* ". Il dit craindre que la situation ne se reproduise dans le cas du Japon. Alison Katz, elle aussi une ancienne de l'agence, estime que " *l'AIEA décide désormais de tout en matière de santé et rayonnement* ", l'OMS ne comptant que quatre personnes chargées de la radioprotection à Genève.

Depuis avril 2007, un collectif antinucléaire " OMS indépendante ", dont Mme Katz est membre, manifeste chaque jour à proximité de l'organisation, réclamant l'abrogation de l'accord contre nature de 1959. L'OMS n'a pas souhaité répondre à nos questions sur les liens de l'organisation avec l'AIEA.

Agathe Duparc

© Le Monde

◀ **article précédent**
Nuage : les vigies de la non-prolifération...

article suivant ►
La pénurie d'essence rend difficile...